

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Pourcentage des PME disposants d'une comptabilité formelle à Madagascar.

Tableau 2 : Nombre des opérateurs économiques de la région Sud Est.

Tableau 3 : Évolution du taux de croissance du secteur industriel.

Tableau 4 : Distribution du secteur manufacturier, hors zone franche à Madagascar.

LISTE DE FIGURES

Figure.1 : La démarche globale de l'étude.

LISTE DES ABREVIATIONS

ASS : Afrique Subsaharienne.

CEDRIC: Centres d'Extension Régionale pour le Développement Industriel et du Commerce.

CITE: Centre d'Information Technique et Économique.

DRE: Direction Régionale de l'Économie.

EDBM: economic Development Board of Madagascar.

FAO : Food and Alimentation Organization.

INSTAT : Institut National de la Statistique.

IRD: Institut de Recherche et Développement.

ISO: International Organization for Standardization.

MECI: Ministère de l'Économie du Commerce et de l'Industrie.

MNEQ: Métrologie, Normalisation Essaie et Contrôle de qualité.

ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.

PED: Pays en Développement.

PIB : Produits Intérieurs Bruts.

PME : Petites et Moyennes Entreprises.

PNDR : Programme National pour le Développement Rural.

PNUD : Programme de Nations Unies pour le Développement.

SIM : Syndicat des Industries de Madagascar.

INTRODUCTION

L'industrie consiste en une activité humaine déployée dans le but de produire des marchandises utiles de telle sorte qu'elle lui semble légitime d'appeler tous les secteurs d'activités. La révolution industrielle était née en 1785 et dont le pays pionnier fut la Grande Bretagne. L'industrialisation est un long processus, mais elle a connu un rythme rapide grâce aux progrès techniques et scientifiques.

L'industrialisation s'est passée différemment selon les pays. Dans les pays du Sud, l'industrie agro-alimentaire apparaissait opportune. L'industrie agro-alimentaire est l'ensemble des activités industrielles concernées par le traitement et le conditionnement des produits agricoles destinés à l'alimentation. L'agriculture ainsi que les questions liées à l'alimentation sont éminemment et profondément économiques, voire sociales et environnementales.

L'industrie agro-alimentaire apparaît comme une réponse nécessaire au développement industriel des pays en développement comme Madagascar ; elle donna lieu à la prise de conscience progressive que des nommés matières premières sont en abondance dans ces pays. L'enjeu du développement consiste à transformer les productions en produits suivant les normes et qualités, requis pour leur commercialisation sur le marché national et international.

Toutefois, même conscients de l'importance de l'industrie agro-alimentaire, son développement et de l'abondance des matières premières nécessaire à son fonctionnement, les pays en développement, comme Madagascar, n'arrive pas encore à exploiter ses potentiels pour assurer au moins l'autosuffisance alimentaire et la création de la valeur ajoutée source de croissance et de développement.

La partie sud de Madagascar est un exemple concret justifiant ce phénomène car elle est la plus pauvre de toutes les régions du pays malgré l'abondance des ressources naturelles comme la terre, les sources d'énergies

nouvelles (soleil, vent,...), des espèces endémiques rares, ... La mobilisation des facteurs de production de richesse y rencontre des problèmes.

La problématique principale qui se pose peut donc être formulée de la manière suivante : comment l'industrie agroalimentaire peut-elle contribuer à favoriser le développement d'un pays comme Madagascar en prenant le cas de la partie sud de ce pays?

L'objectif global de notre étude serait donc axé sur l'analyse de l'importance de l'industrie agro-alimentaire pour le développement de la partie sud de Madagascar.

La présente étude cherche en particulier à répondre aux trois questions suivantes :

- 1- Quelle est la place de l'industrie agro-alimentaire dans la stratégie de développement des pays du sud ?
- 2- De quelle manière la priorisation de l'industrie agro-alimentaire dans la partie sud de Madagascar pourrait-elle contribuer à son développement?
- 3- Quelles politiques et stratégies adopter pour favoriser l'industrie agro-alimentaire dans la partie sud de Madagascar?

Tenant compte de l'approche déductive partant de l'analyse globale, les objectifs spécifiques de ce travail sont :

- 1- D'analyser l'importance de l'industrie agro-alimentaire dans la stratégie de développement des pays du sud.
- 2- De voir si la priorisation de l'industrie agro-alimentaire dans le sud de Madagascar pourrait contribuer à son développement.
- 3- De proposer des politiques et stratégies pouvant promouvoir l'industrie agro-alimentaire dans le sud de Madagascar.

Pour l'atteinte de ses objectifs, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- 1- Dans les pays du sud même à dominance agricole, la focalisation des efforts sur la promotion de l'industrie agro-alimentaire est certes nécessaire mais encore en suffisante pour atteindre le développement.
- 2- L'industrie agro-alimentaire peut bien contribuer au développement d'un pays.

3- Chaque pays et région possède sa spécificité et il n'existe pas de politiques ni de stratégies standards pour son industrialisation surtout dans le secteur agro-alimentaire.

Ainsi, les résultats attendus de ce mémoire seront :

- 1- L'énumération des différentes propositions des théoriciens en ce qui concerne l'importance de l'industrie agroalimentaire pour le développement.
- 2- Les différentes propositions pour que l'industrie agro-alimentaire contribue au développement de la partie sud de Madagascar.
- 3- La suggestion de politiques et stratégies pour la promotion de l'industrie agro-alimentaire dans le sud de Madagascar.

Le présent mémoire contient alors trois parties :

- L'exposé des matériels et méthodes adoptés ;
- La présentation des principaux résultats ;
- Les discussions et recommandations par rapport à ces résultats.

I. MATÉRIELS ET MÉTHODES

Cette partie présente les méthodologies utilisées, les méthodes de collecte et d'exploitation des données et analyse des résultats.

En théorie, notre analyse est basée sur l'industrie agro-alimentaire appuyée sur le développement industriel du Sud Est de Madagascar en abordant l'importance de l'industrie agro-alimentaire pour avoir une croissance économique soutenable. A partir des interviews combinées avec des différents documents, les données ont montré les relations existantes entre l'industrialisation et le développement à travers les domaines sociaux, économiques et environnementaux.

I.1. Matériels

I.1.1. Les supports de travail

a. Les données primaires

Les données primaires m'ont été fournies par la DRE Atsimo Atsinanana, l'INSTAT, Ministère de l'économie du commerce et de l'industrie.

b. Les données secondaires

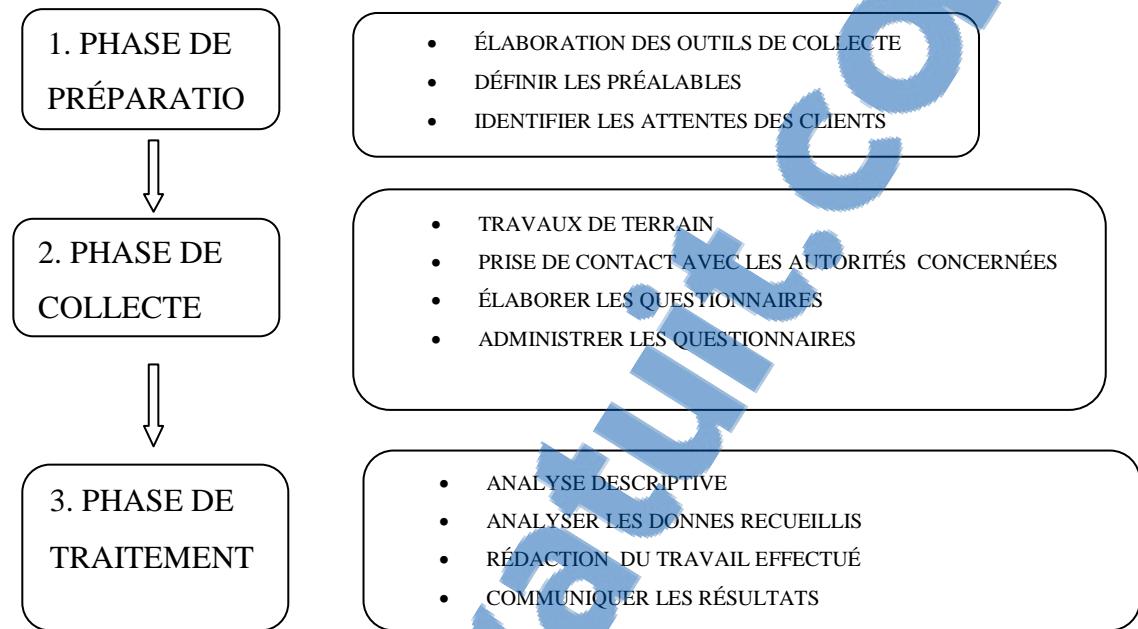
Les données secondaires ont été collectées dans les centres de documentations comme l'IRD (Institut de Recherche et de Développement), la Banque Mondiale (BM) et le CITE Ambatonakanga. Nous avons également procédé à des recherches webographiques pour clarifier et expliquer certaines notions ainsi qu'approfondir l'approche théorique de l'industrialisation et du développement industriel.

c. Procédure

En premier lieu, il s'avérait important de déterminer les acteurs concernés auprès des représentants administratifs qui peuvent être en rapport avec le secteur industrie agro-alimentaire pour dégager une véritable problématique du développement dans le secteur agro-alimentaire de la région Sud Est de Madagascar. Ceci étant d'aborder l'approche théorique du développement rural avant de collecter les données sur les analyses empiriques obtenues auprès des différentes institutions citées ci haut.

La démarche globale de l'étude est récapitulée dans le schéma suivant:

Figure.1. : La démarche globale de l'étude



Dans la première phase, l'élaboration des outils de collecte, la définition des préalables et l'identification des attentes des clients sont nécessaire pour recenser les matériels existant qui permettent d'avoir des supports de travail suffisant .

La deuxième phase, portant sur les travaux de terrain, la prise de contact avec les autorités concernées de l'industrie agro-alimentaire, l'élaboration et l'administration des questionnaires ont facilité le travail dans l'élargissement de la taille de notre échantillon pour que les données collectées soient représentatives.

La dernière phase consiste sur l'analyse descriptive notamment sur l'analyse des données collectées en rédigeant le travail effectué afin de communiquer les résultats obtenus aux différentes institutions à savoir :

- MEI
- INSTAT
- DRE
- IRD

I.1.2.Les données collectées

Grâce à une collaboration étroite avec ces différentes institutions qui ont bien voulu nous dispenser de toutes les données nécessaires à la rédaction de ce mémoire, notre étude s'est déroulée normalement.

a. Les données primaires

Auprès de la MECI les données obtenues comprennent l'ensemble des acteurs participants dans toutes les opérations de développement industriel dans les différentes régions de Madagascar. En plus, elle dispose d'une répartition géographique de l'industrialisation, du nombre des industries et employés existants à travers le territoire national. L'interview menée auprès du personnel du MECI nous a permis de dégager le problème du développement industriel et du financement des activités qui contribuent au développement du secteur industriel dans chaque région de Madagascar. Ainsi le responsable administratif a mentionné qu'avec les ressources disponibles, on peut développer l'industrie agro-alimentaire du pays. Néanmoins les problèmes sont l'insuffisance de financement, les incompétences dans la réalisation des projets constituent un facteur de blocage.

L'interview auprès de l'INSTAT nous a instruit que le secteur de l'industrie agro-alimentaire ne présente pas assez de rapport ou statistiques nationales particulières mais seulement de simples publications. En effet, dans ce domaine, l'ensemble des projets se trouve en court de réalisation. Dans ce contexte, travailler directement avec les responsables de ce secteur s'avérait être la solution idoine.

Le travail avec la DRE à travers une interview nous a permis de savoir que les différentes études qui ont été menées ont montré que l'industrie agro-alimentaire n'existe pas encore dans la région Sud Est. Seules quelques entreprises individuelles qui pratiquent des techniques commerciales (grossiste, épicerie et des mini gargotes), des techniques de conservation traditionnelle y sont implantés.

b. Fiabilité des données primaires

Les données obtenues sont officieuses. Elles relatent le rapport des activités opérées durant les années passées. En effet, Le département

ministériel de l'Économie et de l'industrie dispose déjà d'une source officielle, la direction au sein de ce département a pu nous procuré des données contenant le bilan de l'industrie agro-alimentaire malgache. Celles de l'INSTAT nous ont permis de voir des journaux qui ont publié des projets en court de réalisation avec des indicateurs adéquats c'est-à-dire des résultats et des projections faites par les opérateurs économiques. Comme l'industrie agro-alimentaire n'existe pas encore dans la région Sud Est, la DRE Atsimo Atsinanana ne fut pas en mesure de nous fournir le rapport matériel complet de l'industrie agro-alimentaire mais seulement des données sur fichiers électroniques concernant les entreprises commerciales à savoir les grossistes, les épiceries et les mini-gargotes.

c. Les données secondaires

L'approche documentaire venant de l'IRD, fut pour nous un indicateur servant à bien situer le cadre de notre étude sur les industries agro-alimentaires. Il nous a permis de consulter le recours à la discipline économie du développement industriel. Ces écrits illustrent les termes physiocrates reposant sur la prospérité de l'agriculture, du commerce et de l'industrie qui permettent de distribuer la richesse produite. On a approfondi cette approche disciplinaire par la consultation documentaire du CITE en lisant l'œuvre de Torre A., intitulé « Économie de la proximité des activités agricoles et agro-alimentaires ».

Au centre bibliothécaire, la lecture du « Guide des utilisateurs agro-alimentaires» nous aida à bien cadrer notre étude en tenant compte des variables clés de ce secteur.

Auprès de la Banque Mondiale, les recherches effectuées nous a permis de voir des articles concernant les opérations industrielles à Madagascar et les engagements internationaux en matière de politique de développement de l'industrie agro-alimentaire.

Pour voir certains rapports sur le classement des entreprises agro-alimentaires à Madagascar ainsi que les engagements de l'État Malgache dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire, l'approche avec l'INSTAT nous a semblé importante.

En complétant notre recherche théorique, nous avons jugé nécessaire de consulter des sites contribuant aux recherches sur les industries agro-alimentaires, cette méthode nous a permis de clarifier les divers notions telles que l'industrialisation, la commercialisation, la standardisation et l'efficacité des productions agricoles. De même, cette approche nous a conduit à consulter quelques rapports des institutions locales et ceux des institutions internationales comme la PNUD et la FAO. Comme l'étude requiert un cadre international acceptable les spécialistes internationaux font partie de notre webographie.

d. Fiabilité des données secondaires

Le développement de l'industrie agro-alimentaire abordé par les théoriciens de l'économie du développement a été obtenue dans un ouvrage intitulé « Filière agro-alimentaire en Afrique comment rendre le marché plus efficace ? » de Michel GRIFFON. Les réponses sur les formes qui devraient améliorer l'efficacité des marchés dans les agricultures et les économies agro-alimentaires en Afrique nous furent données dans cet ouvrage. Cet auteur figure parmi le plus connue sur ce sujet. Ainsi, notre documentation s'était focalisée essentiellement sur cette économie de développement du secteur agro-alimentaire. Le centre de la Banque Mondiale quant à lui nous a procuré les engagements internationaux et régionaux ainsi que des revus consacrés au développement industriel.

Les rapports économiques et financiers de l'INSTAT reposent sur des travaux exécutés par le ministère chargé de l'économie du commerce et de l'industrie et ils ont été élaborés par la direction des Études et de la Modélisation Économiques au sein de cette institution.

I.1.3.Les types de questionnaires utilisés

Deux types de questionnaire ont été utilisés durant les interviews

- Les questions sous plis fermés sur les thèmes d'ordre technique et technologique.
- Les questions ouvertes pour celle concernant des réalités de perspective.

I.2.Méthodes

I.2.1.Les méthodes de collecte de données mises en œuvre

a. Observation

La mise en place des industries agro-alimentaires est indispensable dans le milieu rural suite à l'abondance des produits agricoles qui pour diverses raisons notamment l'absence ou insuffisance d'infrastructure routière et faute de débouché sont écoulés sur le marché et leur région respective. Par ailleurs, le faible pouvoir d'achat de la population ne joue pas en faveur des paysans producteurs car ils sont contraints de brader leurs produits pour éviter à ce que ceux-ci ne se détériorent.

Le recours à l'industrialisation contribue également à la valorisation de la production agricole et sa création s'avère être la solution idoine à la lutte contre la destruction des produits comme indiqué dans notre première hypothèse de recherche. Néanmoins, et bien qu'elle génère des emplois pour la population, la création des industries agro-alimentaires dans les zones rurales comme la production s'exporterait à l'état brut sans tenir compte des transformations accentuerait la pauvreté et se dresserait en obstacle à leur développement et ainsi ne pourrait être considérée comme la solution idéale pour atteindre le développement régional.

Toutefois, la création des industries agro-alimentaires de collecte, traitement et transformation serait une source de création d'emploi pour la population active et leur dispenserait des formations axées sur la production industrielle, les normes requises pour améliorer la qualité et la standardisation des produits.

Une observation indirecte a permis de constater que les organismes étatiques en charge de ce secteur ne sont pas en mesure de convaincre la population à consommer saine et à se procurer les produits agro-alimentaires locaux, alors que le marché regorge en divers produits agricoles.

b. Documentation

Le choix des auteurs a été focalisé principalement sur le thème de l'industrie agro-alimentaire et développement du Sud Est de Madagascar. Dans

ce contexte notre choix s'est porté sur: Torre A., Michel GRIFFON, Abdoul A. S., Timothé M., Moise H (2009)... qui sont tous des spécialistes en Economie de développement.

Les rapports économiques et financiers de l'INSTAT peuvent remplacer la prépondérance dans ce travail. Ils permettent de voir les évolutions de la croissance et du développement industriel de Madagascar. Les données fournies ont été déterminantes pour expliquer le résultat attendu intitulé : « les différentes propositions pour que l'industrie agro-alimentaire contribue au développement du Sud Est de Madagascar ». Ensuite il faut voir la détermination de l'État malgache dans ce secteur à travers les réalisations décrites dans ces rapports ainsi que des objectifs annuels et à long termes pour atteindre la sécurité alimentaire des milieux ruraux.

La monographie de la région Sud Est nous est d'une grande importance pour avoir plus d'information concernant la région.

c. Webographie

Nos recherches sur internet s'étaient focalisées principalement sur les auteurs de l'économie du développement qui nous ont apporté plus d'éclaircissement sur la contribution de l'industrie agro-alimentaire au développement local.

d. L'échantillonnage

Lors de la collecte des données primaires la technique non probabiliste pour les choix des variables retenues de l'étude, a été adopté. L'échantillonnage selon le jugement pour le ciblage des sources pertinentes d'informations a été utilisé. En effet, il est très important de recourir à une source fiable d'information pour atteindre les évaluations visées dans nos objectifs spécifiques.

Par ailleurs à travers cet échantillonnage, il existe plusieurs opportunités de démontrer les corrélations entre industrie agro-alimentaire et le développement du Sud Est de Madagascar comme prescrit dans les résultats escomptés.

On a eu recours également aux données issues des enquêtes faites par le Ministère de l’Economie et de l’Industrie en coopération conjointement avec l’INSTAT, la DRE Atsimo Atsinanana afin de dégager les caractéristiques prédominants de l’industrie agro-alimentaire à Madagascar et plus particulièrement dans la région Sud Est ainsi que les besoins en matière de produits agro-alimentaires des ruraux malgaches. Ces enquêtes nous permettent aussi d’évaluer l’importance du secteur industrie agro-alimentaire dans le processus du développement durable du monde rural malgache.

I.2.2.Traitement des données

a. Réduction de biais

Certaines données qui ne nous étaient pas contributives à l’étude ont été délaissées. Ainsi avons-nous fait une analyse statistique unidimensionnelle pour avoir les tendances centrales ou pour représenter les parts relatives des secteurs ou des individus statistiques. Ainsi les données industrielles de l’INSTAT et les exploitations de la DRE ont été représentées à travers cette analyse statistique des données.

Comme notre problématique consiste à trouver la liaison entre industrie agro-alimentaire et développement d’un pays comme Madagascar, il nous est nécessaire de procéder à l’analyse statistique multidimensionnelle car elle nous conduit à l’établissement de la corrélation entre l’industrie agro-alimentaire et les facteurs économiques, sociales et environnementales. Ainsi chaque projet création d’industrie agro-alimentaire devrait être soumis à une évaluation qui nous a permis d’utiliser l’analyse de développement économique d’un pays.

b. Recouplements

Les recouplements sont faits pour donner la certitude des informations et afin de garder les informations les plus récentes. Ainsi les rapports de l’INSTAT ont été comparés avec ceux du ministère de l’économie et de l’industrie de manière qu’on va utiliser ceux les plus récents.

Nous avons procédé aussi à des recoupements pour les données issues des interviews pour identifier les informations qui coïncident aux données collectées. Cette démarche est primordiale pour vérifier l'exactitude des informations et pour écarter la subjectivité des données collectées lors de ces interviews.

Les informations issues des journaux ont été aussi comparées avec celles de la statistique, du ministère de l'économie et de l'industrie afin de retenir les informations les plus fiables.

c. Analyses des contenus

Comme certaines données sont déjà munis de résultats traités par le ministère, nous avons retenu celles qui récapitulent l'ensemble des informations existantes. En effet, le temps qui nous est imparti ne permet pas de traiter à fond ces informations avec nos ressources insuffisantes.

Ainsi le bilan industriel malgache au sein du ministère de l'économie et de l'industrie nous a permis de conclure l'importance des produits agro-alimentaires dans la consommation alimentaire malgache.

I.2.3.Approches et outils théoriques portant sur le thème à traiter

L'outil théorique utilisé dans cette recherche concerne les points de vue physiocrate par le recours aux termes de développement ; c'est une étude sectorielle mais elle va susciter le problématique du rôle de l'État. Le principe de l'industrialisation est un point de départ de l'étude car il y a la nécessité de développement industriel ; le développement agricole. Comme notre objectif est le développement du Sud Est de Madagascar, l'étude apporte des explications sur les trois corrélations suivantes :

- Industrie agro-alimentaire, développement social et pauvreté ;
- Industrie agro-alimentaire, économie et pauvreté ;
- Industrie agro-alimentaire, production agricole ;

Les explications de ces corrélations sont basées sur l'analyse PESTEL¹ car on peut y noter les interactions stratégiques entre la politique industrielle, les objectifs de la société, l'efficacité de la technologie employé et enfin le développement économique local.

Nous avons utilisé la matrice SWOT² pour montrer, par le diagnostic interne, les avantages de ces projets de développement des industries agro-alimentaires en milieu rural sans pour autant nier ses inconvénients surtout dans le cas de biodiversité. L'utilisation de cette matrice nous a permis aussi de démontrer que le milieu rural a beaucoup de production dont la stratégie de vente n'existe pas encore ; l'absence des infrastructures et de technologie avec une faible formation des ressource humaines rend nécessaire l'intervention de l'Etat dans ce domaine ; il existe déjà beaucoup de main d'œuvre qui pourrait contribuer au développement de l'industrie agro-alimentaire mais le marché est encore faible avec une demande assez forte. Le diagnostic externe nous aidé dans la constitution des interactions entre, l'environnement politique, socioculturel, infrastructure, technologique et géographique et, d'une part, l'offre et la demande d'industrie agro-alimentaire dans un cadre concurrentiel d'autre part.

Notre souhait est de créer des industries agro-alimentaire afin d'assurer les besoins en alimentation du pays, avec les meilleurs impacts de la baisse du coût des produits finis sur le niveau de vie des ménages ruraux. L'illustration de cette vision se dégage à travers la partie intitulée les résultats attendus.

¹A l'origine, l'analyse PESTEL est un acronyme pour les facteurs **Politique, Économique, Social, Technologique, Ethique et Légal**. D'autre part, les facteurs géographiques peuvent être significatifs. L'analyse PEST peut être utilisée pour l'entreprise et la planification stratégique, la planification Marketing, le développement d'activités, de produits et la recherche.

²Ce sont deux dimensions de diagnostiques: interne et externe classiquement formalisé en tableau appelé matrice SWOT (Strength/Weakness ; Opportunities/Threat). Les diagnostiques internes et externes vont déterminer et évaluer les potentiels stratégiques et opérationnels de l'entreprise face à des projets de créations ou développement d'activité. De même, ils vont orienter l'action stratégique et commerciale.

I.3.Étude sectorielle

I.3.1.État de lieu du Secteur agro-alimentaire

Le domaine qui nous intéresse constitue un paradoxe et une remise en question du rôle de l'État : pourquoi un milieu rural malgache pourtant doté de ressources suffisamment exploitables en matière d'agroalimentaire se trouve en état d'insuffisance alimentaire? Ensuite quelle est la part de responsabilité de l'État dans cette lacune en politique industrielle? Une constatation remarquable est que les : les exploitations agricoles malgaches sont de petite taille, environ 0,8 Ha en moyenne et se morcellent au gré des héritages ; l'enclave des zones de production rend difficiles l'accès aux récoltes et leur commercialisation ; les cultures de rente et les cultures d'exportation destinés à la commercialisation, sont en faible proportion. Il s'avère pourtant qu'il est possible de subvenir aux besoins alimentaires de la population malgache. Mais c'est l'évacuation et l'écoulement de la production qui constitue le blocage. De plus, il y a une grande difficulté dans la constitution du développement de l'industrie agro-alimentaire à Madagascar car seul l'État malgache est le principal contribuable sur les sources de financement d'où le besoin de redéfinition du rôle de l'État dans ce domaine.

I.3.2.Les opportunités de l'industrie agro-alimentaire

a. Le domaine de l'industrie agro-alimentaire

L'industrie agro-alimentaire est un besoin fondamental pour le pays. Ce domaine constitue l'espoir du pays pauvre à forte dépendance alimentaire. Madagascar jouit de potentialité géographique permettant une grande diversité de productions végétales, tropicales et tempérées, la population agricole est estimée à environ les ¾ de la population totale produisant surtout pour l'autoconsommation. Les expériences dans ce domaine de montrent qu'il faut plus centrer le débat sur le développement du secteur agro-alimentaire et sur le financement, le reste étant une question de volonté de la part de chaque pays, de chaque région ou de chaque localité du rurale.

b. Les Sources de l'industrie agro-alimentaire

À Madagascar, on recense trois types de culture qui sont : le riz aliment de base, les racines et les tubercules ; les cultures industrielles : arachide, canne à sucre, coton, tabac fournissent les matières premières pour les unités agro-industriels locales d'huile alimentaires, de sucre de coton fibre, et de cigarettes ; et les cultures de rente destinées principalement à l'exportation : vanille, girofle, poivre, cacao, café. En 2001, la production du riz est à la hausse tandis que celle des cultures industrielles stagne et celle des cultures de rente est à la baisse à l'exception du cacao. Une augmentation de la production des fruits et légumes, surtout en milieu périurbain a été enregistré.

II. PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Cette partie présente de manière objective et rigoureuse tous les résultats dans un ordre logique et chronologique.

II.1.Énumération des différentes propositions des théoriciens en ce qui concerne l'importance de l'industrie agro-alimentaire pour le développement

II.1.1.Développement agricole et rural

L'examen du secteur agricole en termes de contribution au PIB, aux recettes d'exportation et à l'emploi révèle une incontestable prééminence dans la plupart des économies de Madagascar. Il est intéressant de noter que, contre toute attente, la part de l'agriculture dans le PIB total a augmenté depuis le milieu des années 1980 dans près de la moitié des pays de l'Afrique subsaharienne. Il faut noter cependant que ces données sous-estiment généralement l'importance de l'agriculture dans les économies des pays de l'Afrique Subsaharienne car elles ne reflètent pas la proportion des économies de l'Afrique Subsaharienne qui dépendent directement de l'agriculture, que ce soit en amont comme : intrants, équipement et services ; ou en aval comme : commercialisation et transformation, dont une bonne part relève souvent du secteur informel.

Pour que la croissance déclenche presque immédiatement une réduction de la pauvreté, celle-ci doit être structurée de manière à orienter une part disproportionnée des ressources vers:

- les secteurs où travaillent les pauvres;
- les régions où ils vivent;
- les facteurs de production qu'ils possèdent et principalement la main-d'œuvre non qualifiée ;
- les produits qu'ils consomment comme : les produits vivriers, par exemple.

L'agriculture de Madagascar répond à ces critères mais il reste à savoir si l'agriculture peut être un secteur de premier plan « un moteur de croissance» capable de lancer un développement économique rapide et à grande échelle

tout en résorbant la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les opinions et prévisions à ce sujet divergent, plus ou moins selon deux grandes écoles de pensée. Certains mettent l'accent sur le potentiel de l'agriculture et plaident pour un appui à son développement dans un cadre économique axé sur le marché³. D'autres estiment que le secteur rural non agricole, l'exportation de produits manufacturés ou d'autres branches d'activité offrent un meilleur potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté⁴.

Les arguments en faveur d'une croissance et d'une amélioration de la sécurité alimentaire tirées par l'agriculture mettent en avant l'impact direct que peut avoir une agriculture plus performante sur les conditions de vie des pauvres ainsi que ses effets sur l'activité économique en général. Lorsque la pauvreté est essentiellement un phénomène rural comme dans la plupart des pays à faible revenu de l'ASS, une croissance accélérée de la production agricole peut aboutir à un recul sensible de la pauvreté et à une réduction des inégalités de revenus, l'un des facteurs essentiels étant la structure de cette croissance agricole et ses liens avec le reste de l'économie.

En bref, un secteur agricole dynamique peut apporter des contributions majeures au développement général dans les pays les plus pauvres de l'ASS, où ce secteur représente une grande part du PIB et une part encore plus importante de l'emploi:

- L'accroissement de la productivité agricole est essentiel pour pouvoir tout d'abord engendrer l'excédent nécessaire aux dépenses d'équipement dans l'agriculture elle-même et dans d'autres secteurs, et ensuite libérer de façon constante de la main-d'œuvre pour d'autres secteurs de l'économie.
- Le secteur agricole peut contribuer à accroître les disponibilités alimentaires et les recettes d'exportation, dont elle est la source principale.

Ce secteur est amené à jouer un rôle majeur en assurant des approvisionnements alimentaires stables et en maintenant les prix des denrées

³Binswanger, H. 2001. *"The evolution of agriculture's role in economic development: the case of sub-Saharan Africa"*. Paper presented at the Conference on Agricultural and Environmental Statistical Applications (CEASAR), 5-7 June 2001. FAO Rome.

⁴Fafchamps, M., Teal, F. & Toye, J. 2001. *"Towards a growth strategy for Africa. Centre for the Study of African Economies"*, University of Oxford REP/2001-06. UK.

alimentaires à un niveau abordable pour les pauvres tants en milieu urbain qu'en milieu rural, ceci ayant des répercussions sur la compétitivité des autres secteurs.

Représentant la principale source de revenus domestiques, l'agriculture stimule la demande de biens et de services locaux⁵. Le développement agricole peut engendrer des effets multiplicateurs favorisant la croissance et la création d'opportunités économiques dans le secteur rural non agricole, et, d'une façon plus générale, par son intégration au reste de l'économie , par exemple, au niveau de la production vers l'amont par la demande en intrants et, comme fournisseur de produits, par des activités se développant en aval comme des facteurs de production principalement à travers la main-d'œuvre mais aussi les flux de capitaux. C'est cependant sur le plan de la consommation que l'effet d'entraînement est le plus sensible⁶.

Augmenter les taux de productivité agricole va de pair avec l'utilisation de semences et autres technologies agricoles adaptées aux conditions agro-climatiques locales, à la main d'œuvre et aux besoins commerciaux des petites exploitations agricoles. Ces technologies, qui doivent être compatibles avec la protection de l'environnement, proviendront tant des nouvelles approches scientifiques que des techniques conventionnelles comme, par exemple, les modifications génétiques scientifiquement éprouvées et sans danger pour l'environnement. L'innovation agricole doit augmenter les rendements et réduire les coûts environnementaux tout en restant à la portée des petits exploitants. Dans beaucoup de régions, les terres, devenues moins productives en raison d'un appauvrissement en nutriments, ont besoin d'être régénérées, d'où la nécessité d'entreprendre des recherches sur la régénération des sols et la lutte contre les pertes en nutriments. Des systèmes de recherche nationaux et internationaux renforcés pourront innover sur tous ces fronts et servir les agriculteurs pauvres.

⁵Mellor, J.W. 1976. *"The new economic growth"*. Ithaca, Cornell University Press.

⁶Kydd, J., Dorward, A. Morrison, J. & Cadisch, G. *"Agricultural development and pro-poor economic growth in sub-Saharan Africa: potential and policy"*. ADU Working Paper 2002.p4

Un accroissement des revenus agricoles entraîne, en effet, une augmentation de la demande de biens de consommation et de services non agricoles. Selon des données récentes de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'industrie alimentaire constitue un élément clé du secteur manufacturier en ASS. L'idée est que, compte tenu des liens et des effets multiplicateurs existant entre agriculture et croissance, l'agriculture pourrait être un élément moteur non seulement pour la croissance d'un secteur particulier mais aussi pour des processus de transformation économique bien plus larges, couvrant l'ensemble de l'économie. Ceci étant, pour optimiser une croissance économique globale rapide et équitable, il convient de veiller à ce que les ménages les plus riches ne recueillent pas l'essentiel des bénéfices de la croissance agricole. Si cela se produisait, l'augmentation des dépenses des familles rurales engendrée par des activités rémunératrices favoriserait les produits à forte intensité de capital et les biens d'importation plutôt que les biens et services locaux à forte intensité de main-d'œuvre⁷.

Enfin, l'agriculture a prouvé qu'elle était capable d'amortir les chocs macroéconomiques en agissant comme mécanisme d'assurance informel dans des sociétés où les systèmes de protection sociale et les régimes d'assurance structurés sont peu développés. Plus les marchés du travail rural et urbain sont intégrés et plus les industries alimentaires sont développées, plus cette capacité d'amortissement est importante.

Chez ceux qui plaident en faveur d'alternatives à une croissance tirée par l'agriculture, «on distingue deux composantes principales: diversification rurale non agricole et croissance des exportations surtout industrielles» ; les exportations représentent actuellement la seule stratégie de croissance prometteuse en Afrique, les exportations de produits industriels ayant la capacité de fournir les taux de croissance les plus élevés à long terme. Ils reconnaissent que tous les pays africains, en particulier les moins développés, ne seront pas en mesure de mener à bien cette stratégie à moyen terme et que pour la plupart d'entre eux, les meilleures options pour l'exportation et la croissance se trouvent ailleurs: dans l'agriculture, l'exploitation minière et le

⁷Bautista, R.M. & Thomas, M. 1998. *"Agricultural growth linkages in Zimbabwe: income and equity effects"*. TMD Discussion Paper No. 31. IMF Washington, D.C.

tourisme. D'où la nécessité d'éliminer le parti pris en faveur du développement agricole dans les stratégies de développement rural en investissant dans l'emploi rural non agricole. Cette évolution ne devrait pas se faire au détriment de l'agriculture et qu'il y a lieu plutôt de mobiliser des ressources supplémentaires. D'autres ne croient pas à la capacité de l'agriculture à engendrer de la croissance et du bien-être pour les masses rurales du monde en développement, en particulier en ASS. Ils estiment que l'accroissement de la production vivrière ne peut être un moyen de réduire la pauvreté dans des économies où la croissance non agricole est au point mort, entraînant une augmentation négligeable de la demande pour les denrées alimentaires de base ou des cultures de plus haute valeur. La pauvreté sévit dans les campagnes car le dynamisme économique et social y est faible et a peu de chances d'être relancé avec un quelconque scénario d'intervention de la part du gouvernement ou des donateurs, qui, faute de pouvoir régler les problèmes de la croissance urbaine préfèrent déverser les fonds disponibles dans des campagnes appauvries⁸.

La place dominante de l'agriculture en tant que source de devises étrangères et élément moteur du développement général à travers ses interrelations avec le secteur industriel reste également incontestée dans de nombreux pays de l'ASS. La plupart des activités industrielles en ASS sont de type agro-industriel tandis que les produits agricoles, halieutiques et forestiers constituent les principaux articles d'exportation. Toutefois, la plupart des pays dépendent d'un seul produit agricole, par exemple : cacao, café ou coton, qui contribue pour plus de 70 pour cent aux recettes d'exportation nationales tandis que certains possèdent une base d'exportation alimentaire et agricole plus diversifiée.

L'agriculture est aussi de loin la première source d'emploi. En moyenne, 62 pour cent de la population totale de l'ASS est rurale et vit principalement de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation forestière. Cette proportion dépasse 70 pour cent dans les 12 pays les plus pauvres. En revanche, dans certains pays, la faible performance de l'agriculture a été

⁸Ellis, F. & Harris, N. 2004. "New thinking about urban and rural development. Keynote Paper for DFID Sustainable Development Retreat", University of Surrey, Guildford 13 July 2004.

constante. Plusieurs facteurs, tels que les troubles civils ou l'instabilité politique et macroéconomiques, expliquent cette situation. Étant donnée l'importance du secteur à la fois comme moyen de subsistance pour la grande majorité de la population, comme source de devises étrangères et base du développement industriel, la réalisation et le maintien d'un taux de croissance agricole élevé reste un défi essentiel pour tous les pays dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour atteindre un développement économique de grande envergure.

II.1.2. Concept d'industrie agro-alimentaire

Agro-alimentaires, technologies, ensemble des techniques fondées sur la physique, la chimie et la biologie, appliquées au conditionnement des aliments ainsi qu'au développement de nouveaux produits alimentaires ou à l'amélioration de ceux qui existent.

L'avenir de l'agriculture et l'agro-alimentaire sera fortement marqué par la place des nouvelles technologies. Le rapport de la FAO indique trois grands domaines critiques : la biotechnologie, les technologies de développement durable et les orientations de recherche. La biotechnologie a le potentiel d'accélérer le développement de la production végétale et animale. Les méthodes de culture qui réduisent les dommages environnementaux et permettent une augmentation de la production sont en croissance. L'agriculture biologique connaît également une croissance importante dans de nombreux pays. La recherche et développement est appelée à jouer un grand rôle dans l'avenir de l'agriculture pour répondre aux besoins d'amélioration de la productivité en tenant compte du développement durable. Elle devra être multidisciplinaire pour intégrer l'apport des sciences biologiques à l'écologie et créer ce que la FAO appelle la deuxième Révolution verte⁹.

Le technicien de l'alimentation s'intéresse à la composition, aux propriétés et au devenir des aliments, depuis leur production jusqu'à leur qualité nutritionnelle au moment de leur consommation. La technologie

⁹ FAOSTAT : Organisation des Nations Unies pour les aliments et l'Agriculture. Statistiques agricoles en ligne, 2009

alimentaire est une science pluridisciplinaire qui intègre la chimie, la biochimie, la microbiologie, la physique, l'ingénierie et la gestion industrielle. Les scientifiques et techniciens de l'alimentation sont chargés de veiller à ce que les denrées alimentaires produites soient saines et nourrissantes et qu'elles aient la qualité et la valeur nutritive exigées par le consommateur.

II.1.3.Les concepts "qualité" de l'agro-alimentaire

La démarche qualité n'est pas apparue à un moment précis de l'histoire. C'est un élément fondamental du comportement de l'homme, qui a été plus ou moins développé selon les circonstances et les nécessités. Dans les économies contemporaines, la qualité devient un enjeu socio-économique de première importance où tous les acteurs participent avec des objectifs souvent différents, voire divergents. « La notion de qualité n'a rien d'absolue, elle est relative et mouvante. Elle est intimement liée aux évolutions industrielles, aux mouvements économiques et, plus largement, à l'histoire des sociétés »¹⁰.

La qualité définie selon les normes ISO-9000 est « l'ensemble des propriétés et caractéristiques d'une entité qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire les besoins exprimés ou implicites ». Cette définition nous rapproche des sciences de gestion, car la qualité est un des premiers objectifs des entreprises face à la concurrence. Au sein de l'entreprise, la qualité a progressé d'un stade d'inspection uniquement des produits au stade actuel où l'on parle de « qualité totale¹¹ ». Elle a été ainsi discutée au sein de l'économie néoclassique. Dans ce cadre, on peut dire qu'il existe deux courants : l'un qui considère que la qualité s'identifie avec le prix ; l'autre selon lequel la qualité est une catégorie secondaire par rapport au prix. Afin de dépasser les difficultés rencontrées par la théorie néoclassique dans l'étude de la qualité, l'économie de conventions est apparue. Cette discipline appelle à une conciliation, dans un cadre d'analyse commun, des organisations et des marchés, et semble permettre une approche des disciplines de l'économie et de la gestion.

¹⁰ Nicolas F. et Valceschini E. (1993). « *Agro-alimentaire et qualité* ». Questions aux sciences sociales, *Economie Rurale*, n° 217, sept.-oct., pp. 5-11.

¹¹ Qualité totale : c'est l'objectif final des actions "qualité". Ensemble de principes, de méthodes et d'outils organisés en stratégie visant à mobiliser toute l'entreprise pour satisfaire les besoins explicites, implicites et potentiels du consommateur, à moindre coût.

La qualité dans l'économie de conventions a deux pôles¹²:la qualité transactionnelle, selon laquelle les couples d'acteurs économiques négocient au cours de la transaction des définitions de la qualité qui leur sont spécifiques ; la qualité institutionnelle conforme aux normes de l'Etat. Dans ce contexte, on observe comment la dimension verticale de la filière prend toute son importance, plus en terme de coordination entre acteurs qu'en terme de succession de procès ou de circulation physique du produit. La référence à des conventions de qualité apparaît comme un outil puissant de lecture de diagnostic des situations du pilotage des procès, de l'instrumentalisation organisationnelle, de la stratégie d'entreprise et, enfin, de toute la filière. Dans le domaine agro-alimentaire, la qualité est une préoccupation ancienne et récurrente depuis l'apparition de l'agriculture. Les produits agricoles destinés à l'alimentation doivent donc satisfaire à des normes de qualité nutritionnelles et hygiéniques ainsi qu'organoleptiques c'est-à-dire les goûts des individus, et symbolique, sans nuire à la santé.

La qualité couvre par conséquent plusieurs domaines tels que la sécurité alimentaire, le goût, la gastronomie, mais dépend également de la loyauté des transactions et de la confiance mutuelle entre fournisseurs et clients. Ces divers aspects évoluent et changent selon la dynamique économique et sociale. Aujourd'hui, dans le contexte économique de saturation des marchés agricoles et agro-alimentaires, la qualité devient un élément essentiel de la stratégie des entreprises et un élément déterminant des choix des consommateurs. Les études sur la gestion de la qualité au sein d'une filière prennent donc tout leur sens. La maîtrise de la qualité se pose comme un problème de coordination entre divers segments et acteurs dont chacun ne possède qu'une partie des compétences ou des capacités d'action nécessaires. Une étude sur la manière dont les acteurs traitent la qualité s'avère nécessaire. Comme premier grand acteur on parlera de l'État. Historiquement, les pouvoirs publics ont été amenés à prendre en charge la protection des consommateurs et à garantir la loyauté des activités commerciales, leur instrument privilégié étant la réglementation.

Pour les producteurs ou les fabricants, une politique de la qualité doit répondre à leur souhait de valoriser la spécificité de leur produit, qu'il s'agisse

¹² Eymard-Duvernay (F.) (1993) «*La négociation de la qualité* ». *Economie Rurale*, n° 217, sept.-oct., pp. 12-17

de critères particuliers à celui-ci ou de garantie de qualité globale. L'objectif est de distinguer clairement les produits entre eux afin que les clientèles visées les reconnaissent. La qualité doit être un facteur de compétitivité.

Pour le consommateur, la recherche de la qualité se traduit par une demande de plus en plus importante en repères simples, significatifs et fiables relatifs aux modes de production et de transformation ainsi qu'en caractéristiques spécifiques et d'usage.

En définitive, la gestion de la qualité impose la coordination des différentes phases qui vont de la détermination des exigences des consommateurs à leur satisfaction effective. Cette coordination devient la maîtrise de la qualité sous tous ses aspects et de la totalité des intervenants. Il est important de mettre l'accent sur la complexité du concept qualité. Celui-ci s'applique à des caractéristiques très différentes : la sécurité, la performance, et n'est pas exempt de subjectivité. On peut dépendre ou non des définitions réglementaires ou normatives, et le concept est très lié à l'évolution des techniques, aux procédures de gestion et de promotion de la qualité développées par les entreprises. La qualité est alors l'affaire de tous les agents de la filière et ne se situe pas seulement à chaque étape du processus de production ; les relations et les conventions entre les différents acteurs sont aussi stratégiques.

II.1.4. La standardisation et commercialisation des produits agro-alimentaire

L'existence de produits alimentaires différents en chaque région du pays est généralement synonyme de richesse. Cette richesse tend aujourd'hui à s'effacer au profit d'une standardisation des produits et des goûts. Mais c'est à l'échelle du monde que tend à s'imposer un système alimentaire caractérisé lui aussi par des modes de production, de transformation et de distribution standardisés. Dans quasiment toutes les capitales d'Afrique subsaharienne, le pain et le riz importé sous forme de brisures s'imposent dans les habitudes alimentaires au détriment des produits locaux. Le petit déjeuner est désormais essentiellement composé de pain ; les repas du midi sont principalement des plats à base de riz ou des sandwichs, avec le développement des repas pris « dans la rue »¹³. Seuls les repas du soir, ayant moins besoin d'être nourrissants, peuvent se dispenser du riz. Les changements des habitudes alimentaires observés le résultat de politiques agricoles qui ont généralement privilégié le développement des cultures de rente au détriment du vivier local. Cette orientation a été renforcée au moment de l'Indépendance. Prenons l'exemple du riz, la libéralisation des échanges a encore facilité la pénétration du riz importé sur les marchés locaux. Le gouvernement a tenté de développer la production de riz local irrigué, mais, au vu des résultats insuffisants, a finalement assuré lui-même l'importation de riz et en a fixé les prix. Vendu à un prix bas et constant ; à cause de la libéralisation accrue des échanges, ces dernières décennies, contribue à la standardisation des habitudes alimentaires, dans la mesure où elle facilite la pénétration des produits importés sur les marchés locaux. Ce faisant, elle permet aussi aux systèmes de production les plus compétitifs et fournissant la nourriture la moins chère de s'imposer au détriment des systèmes de production locaux. À l'échelle du monde, la compétition entre systèmes de production tend à conduire, dans le domaine alimentaire, à une concentration des acteurs et à la prédominance d'un système agro-alimentaire que l'on peut qualifier d'agro-tertiaire. Ce dernier intègre de plus en plus des activités de services en matière de logistique, restauration collective hors foyer. En amont, l'agriculture devient ainsi dépendante des

¹³ R. Blein « *Les brochettes, viandes grillées sont propices à l'usage du pain* », Cadre de politiques agricoles pour l'Afrique de l'Ouest. ECOWAP.

grandes industries agrochimiques et des équipementiers. En aval, la distribution à l'échelle mondiale est également concentrée aux mains de quelques grosses entreprises.

La préoccupation des multinationales de l'agro-alimentaire, de la distribution et de la restauration collective est bien la standardisation des produits, aux différentes étapes de leur transformation, depuis la fourniture des semences jusqu'à leur consommation de masse, en passant par leur transformation et leur distribution.

Tout ceci converge pour industrialiser et standardiser la cuisine et pour formater en retour les habitudes alimentaires des consommateurs. Ainsi, l'impression de choix qu'ont les consommateurs dans les grandes surfaces est trompeuse : les linéaires se ressemblent d'un pays à l'autre, les mêmes produits provenant des mêmes industries agro-alimentaires de masse. La diversité des produits cultivés, en particulier des variétés traditionnelles, en pâtit, car il faut des produits correspondant aux standards de production, de stockage, de distribution et de consommation.

Tous les produits alimentaires sont périssables mais beaucoup peuvent être biologiquement stabilisés, ce qui rend leur commercialisation facile. D'autres produits ont une durée de vie courte entre la cueillette et la consommation. Pour le producteur, le risque de récolter puis de ne pas vendre est donc important. Le transformateur des produits a lui aussi un risque, celui de sous utilisé les matériels ou d'arrêter ses chaînes si les approvisionnements sont insuffisants. Cela conduit naturellement à la recherche des formes de coordination entre offreurs, transformateurs, commerçants et transporteurs. Il peut s'agir de livraisons routinières de quantités régulières selon des calendriers habituels, ou de conventions de livraison plus ou moins formalisés, ou encore des contrats formels fixant des quantités à livrés selon des calendriers précis et quelquefois des qualités précises.

II.2.Les différentes propositions pour que l'industrie agro-alimentaire contribue au développement de la partie Sud Est de Madagascar

II.2.1.Le soutien aux groupements de producteurs et L'appui à l'émergence d'un tissu d'industrie agro-alimentaire

Avoir des organisations paysannes ; une création des groupements de producteurs avec la mise en place des associations villageoises chargées de mettre en œuvre la politique appropriée. Elles intervenaient notamment dans la commercialisation des produits. Des groupements d'éleveurs devraient ensuite être mis sur pied tels que la coopérative des éleveurs qui regroupait essentiellement des éleveurs de la région. Les associations interviennent dans plusieurs domaines comme la gestion des crédits alloués par diverses institutions.

Aux premiers temps de leur installation, les agriculteurs ne possédaient pas d'animaux et ne récoltaient pas. Petit à petit, les crédits concédés par des institutions et les revenus agricoles permirent aux agriculteurs d'investir dans du matériel de traction. Les échanges entre les deux communautés ne s'instaurèrent pas de suite. Ces échanges réalisés sous forme de troc ou sous forme monétaires peuvent être qualifiés de marchands dans la mesure où les valeurs relatives des produits varient au cours du temps selon leur rareté. Le profil de ces échanges varie aussi selon la saison.

Étant donné que la région Sud Est de Madagascar est riche en matière première susceptible d'être exploité, la création des industries spécialisées dans la transformation de ces matières premières serait un atout. Cette région exporte des produits bruts, en les transformant cela apporte plus de valeur ajouté. La question du savoir-faire de transformation est essentielle dans le développement des industries agro-alimentaires. La demande solvable en formation dans un domaine de transformation n'est pas toujours suffisante pour susciter une offre de formation privée. De ce fait, la plupart des savoir faire sont acquis de manière informelle au sein des réseaux familiaux. De même ceux qui dirige une production artisanale a reçu son apprentissage d'une de ses amis qui travaillait en tant que technicienne dans les autres industries. De ce

fait, les savoir-faire sont souvent incomplets et peu soucieux de l'hygiène publique ; et c'est pour cela que l'État doit intervenir. Outre des risques pour la santé publique, ces insuffisances techniques expliquent aussi bien des échecs dans le développement des petites et moyennes entreprises régionales. Les barrières d'entrées en termes de connaissance sont donc importantes dans cette activité. Les pouvoirs publics comme les institutions de recherche ou ministères techniques ou bien les projets ont un rôle important dans la structuration de la filière : par la formation et la diffusion des savoir-faire adaptés ; ils peuvent faciliter l'émergence de petites et moyennes entreprises. Favoriser le développement de groupements de producteurs et contribuer à l'émergence de PME par le biais de la formation sont donc deux axes importants d'appui à la structuration de la filière. De telles actions se doivent d'être soutenues par un contexte législatif et politique favorable.

Tableau 1 : Pourcentage des PME disposants d'une comptabilité formelle à Madagascar

Tenue comptabilité	ME	PME	GE
OUI	6,64	34,88	99,82
NON	93,36	65 ,12	0,18
ENSEMBLE	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête entreprise 2005.

II.2.2. Améliorer les structures de production

Les produits de la région Sud Est doivent être plus compétitifs en termes de prix et de qualité. Une grande partie de la région a des difficultés à vendre ses produits, à se procurer des biens, à obtenir du crédit en raison de l'éloignement ou du faible nombre d'opérateur ou encore de barrières liées au niveau peu élevé des transactions, alors, il faut enlever les obstacles qui rend difficile l'accès au marché. Il faut donc améliorer les structures de productions.

Différentes types de structures sont à distinguer :

- Des coopératives installées sur des périmètres irrigués qui consacrent chaque année des surfaces plus ou moins importantes à la production agricole. En général, l'ensemble des coopératives impliquées dans la production assurent en même temps des productions destinées au marché local.

- Des groupements de producteurs travaillant sur le même principe que les coopératives. Les moyens de production : travail du sol, irrigation, évacuation des produits sont communs à l'ensemble des producteurs impliqués dans ces groupements. Les surfaces destinées à la production varient.

Pour les structures ci-dessus, la mise en valeur de ces périmètres doit se faire à partir de parcelles attribuées aux différents membres des coopératives et/ou des groupements et permet une gestion collective des parcelles. Chaque coopérateur ou membre du groupement va mettre en culture une ou plusieurs surfaces de base. La surface finale cultivée par opérateur dépend principalement de la disponibilité de la main d'œuvre familiale ou de la volonté d'embaucher du personnel extérieur à la famille.

L'on peut également rencontrer des producteurs privés impliqués directement dans des activités commerciales et notamment dans l'exportation des produits sur leurs propres périmètres. Pour les producteurs privés, la production peut être conduite sur diverses formes. Soit le propriétaire foncier embauche de la main d'œuvre extérieure et paie à la journée, soit le propriétaire confie des parcelles à des voisins agriculteurs ou bien à des familles du village ne disposant pas de foncier. Ces derniers gèrent les parcelles et livrent leur production au propriétaire du terrain.

Tableau 2 : Nombre des opérateurs économiques de la région Sud Est

DISTRICTS	Entrepreneur	Grossistes	hôteliers	Exploitants miniers	Artisans
Farafangana	47	07	05	01	01
Vangaindrano	01				
Vondrozo	02			02	
Midongy/Sud	02				
Befotaka	01				

Source : Centre Fiscal Farafangana.

Une production abondante et en bonne qualité qui ne peut pas être sortie de sa localité n'apporte pas du développement pour la région ; c'est pour

cela qu'on doit améliorer les infrastructures routières avec la qualité et les prix des produits pour inciter les acteurs économiques.

II.2.3.Une mise en œuvre opérationnelle

La mise en place de l'EDBM, des Centres d'Extension Régionale pour Développement Industriel et du Commerce (CERDIC), des services d'appui institutionnel pour la promotion des exportations, de la Métrologie, Normalisation, Essaie et contrôle de Qualité (MNEQ), de L'industrie alimentaire doit être envisagée comme l'un des maillons d'une chaîne qui va de l'agriculteur aux consommateurs. Une vision globale de cette chaîne de valeur est indispensable : d'une part, parce qu'une meilleure organisation de cette chaîne peut générer des réductions de coûts et accroître sa compétitivité ; d'autre part, parce que le bon la restauration et la mise à niveau industrielle, des outils financiers et du système d'innovation industrielle, sont parmi les mesures identifiées.

L'anticipation et l'accompagnement des mutations économiques dans les différents secteurs de l'industrie agro-alimentaire revêtent une importance capitale. Plusieurs filières doivent d'ores et déjà faire face à de profondes évolutions. Il s'agit d'être capable de proposer aux entreprises, filière par filière, les instruments nécessaires leur permettant de disposer d'une vision stratégique identifiant les enjeux majeurs de leur développement, les contraintes auxquelles elles sont ou seront confrontées et les moyens d'y faire face.

Le fonctionnement de cette chaîne conditionne des avantages concurrentiels importants pour les denrées alimentaires de la région : la sécurité sanitaire des aliments, leur traçabilité, leur qualité nutritionnelle et sensorielle enfin parce que l'industrie agro-alimentaire joue un rôle social important, à la fois par son rôle d'employeur, mais aussi par son implantation dans les territoires ruraux et par le rôle fondamental qu'elle joue vis-à-vis des agriculteurs.

Dans ce but, les réflexions menées dans le cadre des Assises de l'Agriculture doit mener à la proposition de mettre en place un observatoire d'analyses stratégiques sur l'agro-alimentaire, couvrant des champs d'expertise tant économique que sociale. Regroupant des données dispersées et de

nouveaux indicateurs économiques, il permettra de disposer d'une vision cohérente, partagée et complète des industries agro-alimentaires ; une mission de définition de cet observatoire doit être mise en place.

II.3.Suggestion de politiques et stratégies pour la promotion de l'industrie agro-alimentaire dans la région Sud Est de Madagascar

Conscient des obstacles et de la forte perspective du secteur industriel et de son rôle moteur en matière de développement, le gouvernement de Madagascar a adopté la politique d'ouverture de marché au niveau mondial et surtout au niveau régional pour renforcer le commerce et l'industrie nationale. Le pays a élaboré et est en train d'étudier la mise en place des mesures adéquates pour renforcer et améliorer la production des industries nationales. Madagascar se caractérise par une démarche qualité récente et très parcellisée. L'État Malgache, à travers le MECI plus particulièrement, associé aux chambres consulaires et organisations patronales affiche une ambition forte en matière de contrôle de qualité des produits. Cette volonté s'est matérialisée par « Lettre de politique industrielle », conjointement élaboré par Le Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, l'Organisations des nations Unis pour le Développement industriel (ONUDI) et le syndicat des industries de Madagascar (SIM). Cette lettre présente les politiques industrielles à adopter dans le Pays.

II.3.1.Organisation des producteurs

Les producteurs peuvent être organisés en coopérative ou en groupements. Ce sont ces entités qui vont gérer les relations avec les autres acteurs de la filière, c'est-à-dire les exportateurs et/ou les importateurs.

Le rôle des coopératives concerne:

- Les plannings de production ;
- La gestion des intrants et des avances financières reçues ;
- La répartition des parcelles et des surfaces aux membres ;
- Le groupage des récoltes et les acheminements vers les stations de stockage et de reconditionnement basées en périphérie de l'aéroport ;
- Le paiement des récoltes aux différents membres.

Comme par exemple crée une association des producteurs et des exportateurs de fruits et légumes. L'ensemble des exportateurs impliqués dans l'exportation de produits sont membres de cette association.

Les autres partenaires de cette structure sont:

- Les organisations d'État : ministères, services des douanes, etc.
- Les prestataires de services : transitaires et compagnies aériennes ;
- Les importateurs ;
- Les producteurs ;

Les principaux objectifs de cette association sont:

- D'être un lieu de concertation permettant l'organisation de relations contractuelles ainsi que la gestion d'actions collectives pour favoriser la professionnalisation de la filière fruit et légumes d'exportation.
- D'étudier les aspects économiques, sociaux, financiers touchant à la production, la commercialisation et la promotion des exportations.
- De favoriser le développement de la filière d'exportation.
- De défendre les intérêts généraux des entreprises exportatrices en général et de ses membres en particulier.

- ***Les principales interventions concernent:***

- L'élaboration d'une stratégie commune et de règles favorisant l'organisation de la filière ;
- La gestion des contrats avec les compagnies aériennes pour l'évacuation des produits ;
- L'harmonisation des prix d'achat aux structures de production ;

- Le contrôle et la simplification des relations commerciales entre exportateurs et importateurs ;
- L'amélioration de la qualité des produits exportés ;
- L'application des normes de qualité.

L'association intervient également au stade de la production par la mise en place de programmes de multiplication des produits agro-industriels sélectionnés. Pour conduire ses différentes actions, un financement doit être en complément du financement des membres qui cotisent au prorata des quantités exportées.

Le principal objectif étant de défendre les intérêts des producteurs face aux exportateurs et notamment par une meilleure transparence des contrats et des relations commerciales.

II.3.2.Stratégie d'exportation agro-alimentaire

Un plan stratégique export agro-alimentaire hiérarchisant les priorités géographiques et sectorielles produits/pays, des dispositifs d'appui public à l'export, avec la collaboration des opérateurs. Ce dispositif, sera régulièrement adapté en partenariat avec la Profession afin d'identifier et de mettre en œuvre les leviers d'action les plus pertinents et efficaces pour lever les freins à l'export et aider les entreprises à saisir les opportunités de développement sur les marchés internationaux. Par ailleurs, la stratégie à l'export passe également par la mise en place de politiques offensives relevant du niveau communautaire. La normalisation internationale et les politiques commerciales extérieures sont des outils de nature à faciliter les échanges, permettant également d'éviter les distorsions de concurrence avec les pays qui ne respectent pas les hauts standards. Les aspects sanitaires peuvent parfois aussi constituer des freins importants à l'accès aux marchés. Les entreprises agro-alimentaires doivent pouvoir y faire face et pour cela s'y préparer en adoptant des stratégies propres au delà des négociations bilatérales entre autorités sanitaires.

Tableau 3 : Evolution du taux de croissance du secteur industriel

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Taux en %	-20,7	14,5	6,6	3,0	4,7

SOURCE : PADECI.

II.3.3. De nouvelles valorisations des produits agricoles et agro-alimentaires

Les industries agro-alimentaires assurent un rôle fondamental vis à vis des agriculteurs : elles constituent un débouché de premier ordre pour l'agriculture.

Tableau 4 : Distribution du secteur manufacturier, hors zone franche à Madagascar

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Agro-industriel	7	6	5	6	5	5	5	1
Indus alimentaire	21	20	20	21	22	21	21	22
Indus de boisson	28	27	26	25	24	24	22	21
Indus de tabac	7	7	7	7	8	7	7	6
Indus de corps gras	3	3	3	2	3	3	3	3
Pharmacie	8	7	7	7	7	7	8	7
Indus textile	2	2	2	1	1	1	1	1
Indus de bois	3	3	3	3	3	3	3	2
Indus du papier	1	2	1	1	2	2	1	1
Autres	20	22	25	24	24	25	29	30
TOTAL	100							

SOURCE : Calcul du secrétariat sur la base des statistiques fournies par les autorités malgaches.

Selon la nature du produit final, les relations entre la production agricole et la transformation agro-alimentaire peuvent être différentes. Outre l'avantage de la proximité, l'approvisionnement en matières premières produites localement permet également d'ancrer profondément la relation entre le producteur et le transformateur sur le territoire et de valoriser l'image du terroir. D'autres facteurs peuvent aussi entrer en compte, comme la diversité de l'offre du producteur, les conditions de production, mais bien sûr également la sécurité des approvisionnements et le prix.

Les relations entre les producteurs agricoles en amont, les industries agro-alimentaires transformatrices en milieu de chaîne et la grande distribution en aval se caractérisent par des tensions récurrentes lors des négociations sur la fixation des prix et des marges.

Les pouvoirs publics interviennent périodiquement pour rétablir l'équilibre contractuel, en particulier par l'instrument de la loi, pour réguler les relations entre producteurs et distributeurs, afin d'encadrer les pratiques commerciales et favoriser ainsi davantage de transparence et d'équité relationnelles entre les professions.

Les marques de distributeur et les premiers prix sont en effet de plus en plus appréciées par le consommateur, ce dernier étant de plus en plus sensibilisé par l'aspect « prix ». Ces produits, qui fidélisent la clientèle, permettent au distributeur de dégager une marge nette supérieure en comprimant les dépenses de publicité : les enseignes multiplient actuellement leur gamme. Cette stratégie de différenciation des distributeurs peut être une opportunité pour les fabricants. Par ailleurs, la gastronomie et l'alimentation participent fortement à l'identité culturelle du pays. Promouvoir le développement des signes de qualité et d'origine permet de maintenir une offre alimentaire diversifiée et constitue un élément essentiel de la stratégie de développement de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Les signes de qualité et d'origine sont en effet des facteurs de différenciation présentant un avantage concurrentiel décisif : cette politique rencontre un succès croissant.

Afin de rendre le dispositif de valorisation des produits agricoles et agro-alimentaires plus lisible et de le conforter auprès des consommateurs.

Une politique qui se repose sur une démarche volontaire des professionnels, qui démontre leur capacité d'organisation collective, permet non seulement de répartir de manière équilibrée la valeur générée entre les différents maillons des filières, mais aussi de tirer vers le haut la qualité des productions. Pour les consommateurs, les signes d'identification de la qualité et de l'origine représentent un gage de qualité, car leurs conditions de reconnaissance et de contrôle sont garanties par l'État. Les signes d'identification de la qualité et de l'origine permettent de protéger les bassins de production traditionnels, leur culture, leur patrimoine et de valoriser le savoir faire. En outre, les normes, outils d'application volontaire qui s'inscrivent dans une démarche plus large d'assurance qualité, permettent d'apporter une cohérence globale à travers des règles communes contribuant à maintenir une concurrence loyale dans les échanges internationaux ;

différencier l'offre de qualité, assurer un niveau de sécurité sanitaire optimal des denrées tout en préservant l'environnement.

Pour prétendre à la reconnaissance par le marché et les consommateurs des méthodes de production durables, les industriels devront nécessairement s'engager dans une grande transparence : traçabilité, étiquetage environnemental des produits, respect de normes ISO, communication sur les engagements pris par l'entreprise vis à vis de la protection de l'environnement et sur ses résultats.

III. DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

III.1.Discussions

III.1.1.Discussions par rapport au développement agricole

Le développement des activités en amont et en aval de l'agriculture s'est traduit par de nouvelles préoccupations liées à la circulation des produits alimentaires depuis leur production jusqu'à la consommation. Ces nouvelles problématiques ne sont pas prises en charge directement et totalement par les approches sectorielles qui par leur nature, ne considère pas les relations d'interdépendance dans toute leur complexité. La production agricole peut alors être analysée par son importance relative dans l'économie alimentaire, ses rapports avec les autres activités économiques et les autres filières agro-alimentaires, ainsi que par sa structure et par les flux qui s'y développent. Cette approche présente plusieurs intérêts. Elle donne des renseignements sur les mécanismes de formation de la valeur marchande finale des produits alimentaires, sur leur niveau de transformation, sur l'importance relative des différents secteurs, sur l'évolution des structures de production.

Comment les populations vulnérables peuvent-elles bénéficier le plus significativement d'une productivité agricole accrue ? L'expérience montre que certaines conditions sont déterminantes. Augmenter plus rapidement une croissance économique tirée par le secteur agricole nécessite la mise en place de politiques macro-économiques et commerciales favorables, de bonnes infrastructures, un accès au crédit, à la terre et aux marchés. Ces conditions créent un environnement économique favorable, et autant d'incitations pour les agriculteurs à adopter des technologies nouvelles et durables et à diversifier leur production, en optant pour des cultures à plus haute valeur ajoutée, leur permettant ainsi d'augmenter leurs revenus et de s'extraire de la pauvreté. Outre des politiques économiques et agricoles en faveur des pauvres, l'agriculture, comme les autres secteurs, a besoin d'une bonne gouvernance, d'absence de conflit, d'un bon fonctionnement des marchés et d'un secteur privé en expansion. Pour Madagascar, les difficultés relevées se traduisent par la faiblesse de l'investissement dans le secteur industriel qui enregistre un taux de croissance au deçà de la moyenne nationale.

III.1.2.Discussions par rapport aux analyses historiques

Faire une analyse historique avant de prendre une telle ou telle décision, c'est utile pour les filières anciennes parce que les populations dans cette région ont tendance à préserver et pratiquer des us ; comme par exemple, les canons à moteurs ne peuvent pas circuler sur les eaux parce qu'il y a des animaux à ne pas déranger dans l'eau. Les traditions sont encore préservés dans cette région, la consultation des « Apanjaka » est très conseillée si on veut faire quelque chose dans les communes de cette région, les gens ne font pas les choses qui ne respectent pas les us, s'il n'y a pas de personne haut placé et qu'ils les écoutent et les respectent qui leur persuade de faire ceci ou cela. Faire une analyse historique avant de prendre une telle décision est primordiale dans la région. L'histoire prend une grande place dans la région Sud Est de Madagascar, la population est très stricte vis-à-vis des coutumes, les gens qui ne respectent pas les coutumes sont punis sévèrement et ne seront jamais acceptés parmi la population. Dans cette région, il existe deux institutions, celle qui émane de l'autorité administrative du pays ; et il y a la tradition ou règne les « Apanjaka » ou « Olombe » de la région qui sont très respectés.

Faire une analyse des comportements des agents dans tous les cas. Cette analyse est nécessaire, il s'agit de référer à ce qu'ils font en régime nominal et dans des circonstances non nominales le recours préalable à une typologie est indispensable comme dans les cas qui ont déjà réussi.

III.1.3.Discussions sur l'acquisition et amélioration de compétence et de savoir faire

Faire une analyse comptable dans tous les cas c'est-à-dire, l'étude fait par les experts en la matière est nécessaire en ce qui suppose donc qu'on a fait une description préalable en terme de mercatecture : les agents issues de la région, les marchés locales-nationales-internationales et les échanges qui les lient ; et de technotecture : la nature technique des activités de chacun afin d'avoir une référence pour travailler et les changements techniques et productives parce que les populations rurales ont besoin d'être accompagnées, d'avoir de référence à suivre leur éducation sont très bas niveau, ils sont imperméables à des techniques compliquées donc on doit leur suivre pas à pas. La population de la région n'a pas de compétence en matière administrative.

Elle a plus peur de prendre de risque en acceptant un tel ou tel contrat. La population est le premier obstacle quand il s'agit de prendre des risques, elle préfère voir leur production périr. Réduire les risques de ne pas vendre en cherchant des débouchés fiables est une grande tâche. La population dans la région Sud Est de Madagascar préserve encore la tradition et ne veut pas changer tout autant les structures posées par leurs ancêtres. Une forme de coordination entre offreurs, transformateurs, commerçants et transporteurs doit être expliquée point par point pourvue que la population accepte de coordonner. Le fait de recourir à des experts en matière d'industrie agro-alimentaire et développement de la région demande beaucoup d'argent et beaucoup de temps, on doit mobiliser plusieurs personnes pour intervenir dans cette étude. De plus le niveau d'éducation de la population dans la région Sud Est de Madagascar est encore faible, donc, il faut prendre en compte de ce niveau d'éducation dans toutes les études. Faire une analyse des contrats, c'est indispensable pour les formes modernes de filières de biens périssables. C'est très conseillée parce que le contrat doit être respecter au cours d'une période bien déterminé. Le renouvellement du contrat doit suivre l'évolution de la production et du temps ainsi que de la technologie.

Donner un accès à l'information et à des services en commun avec l'obtention d'une masse critique pour que les gens s'intéressent à des services comme le crédit-épargne. L'information est au cœur de tout développement, une information ne doit pas être cachée mais partagée comme ça personne ne peut se tromper dans la prise de décision avec la représentation d'intérêt face à d'autres acteurs de manière ponctuelle ou durable.

III.1.4.Discussions sur les prix et la qualité des produits agro-alimentaires

La rigidité de l'offre agricole due au fait que la vente des récoltes est souvent rendue obligatoire pour faire face aux besoins d'achat ou de remboursement des dettes, une rigidité qui est souvent confrontée à une rigidité de la demande, on pourrait ainsi améliorer l'offre de produits en mettant en place des politiques agricoles efficaces, en rendant stable les prix des produits agricoles. Souvent, la formation des prix est inéquitable parce que les

producteurs sont isolés et peu informés alors que les acheteurs ont un pouvoir de marché important dû à leur surface financière et à leur meilleur accès à l'information. L'amélioration de la qualité acquiert donc des accords entre tous les acteurs du circuit de production, de transformation et de commercialisation pour que chacun y gagne. Les agriculteurs doivent améliorer et augmenter leur production en utilisant des techniques modernes, comme l'utilisation des engrains chimiques ou biologique, des machines pour qu'ils puissent augmenter la surface à cultiver, d'autre part, les responsables de la région doivent faciliter l'accès à l'information, les procédures administratives pour toute activité concernant l'agriculture.

Les coordinations réduisent l'incertitude sur les transactions et risques de perte. Avoir l'assurance que les produits soient vendus et qu'ils aient des débouchés fiables donne la force à l'industrie agro-alimentaire et cela peut contribuer au développement de la région Sud Est. Les groupements jouent aussi un rôle important dans le règlement des litiges, notamment sur les problèmes d'accès au foncier, et dans la mise sur pied d'instances de concertation entre utilisateurs des mêmes ressources.

Il y a plusieurs étapes à franchir pour être plus compétitif en termes de prix et de qualité. Dans la région Sud Est de Madagascar, plusieurs obstacle rendent difficile l'accès au marché, les routes sont impraticables. L'amélioration de la qualité acquiert des accords entre tous les acteurs du circuit de production, de transformation et de commercialisation alors que dans la région, les acteurs n'ont pas le même niveau. Les agriculteurs doivent améliorer et augmenter leur production en utilisant des techniques modernes, alors que chaque innovation est chère et nécessite des connaissances avancées ; donnés des matériels compliqués aux paysans n'est pas une solution efficace s'il n'y a pas formation avant l'utilisation des matériels. Le secteur agro-alimentaire est appelé à confronter son avance grâce notamment au soutien dont il bénéficiera en amont par les mesures prises en vue de développer la production agricole et favoriser le développement de l'agro-industrie.

La région Sud Est de Madagascar est riche en matières premières susceptibles d'être exploitées, la superficie cultivable de cette région n'est pas encore exploitée complètement. La transformation des matières premières de la région serait un atout, l'industrie crée de l'emploi pour la population, les

produits seront exportés de la région après transformation ce qui va générer plus de valeur ajouté. L'implantation des usines dans cette région permet le développement de la région et de tous les restes du pays.

III.2. Recommandations

III.2.1. Recommandations sur le thème

L'industrie alimentaire doit être envisagée comme l'un des maillons d'une chaîne qui va de l'agriculteur aux consommateurs. Une vision globale de cette chaîne de valeur est indispensable : d'une part, parce qu'une meilleure organisation de cette chaîne peut générer des réductions de coûts et accroître sa compétitivité ; d'autre part, parce que le bon fonctionnement de cette chaîne conditionne des avantages concurrentiels importants pour les denrées alimentaires malgaches : la sécurité sanitaire des aliments, leur traçabilité, leur qualité nutritionnelle et sensorielle, enfin parce que l'industrie agro-alimentaire joue un rôle social important, à la fois par son rôle d'employeur, mais aussi par son implantation dans les territoires ruraux et par le rôle fondamental qu'elle joue vis-à-vis des agriculteurs. Dans ce but, les réflexions menées dans le cadre de l'Agriculture doivent aboutir à la proposition de mettre en place un observatoire d'analyses stratégiques sur l'agro-alimentaire, couvrant des champs d'expertise tant économique que sociale.

L'idée d'attirer les entreprises internationales vers les marchés des pays en développement n'est pas nouvelle mais, de nos jours, les attentes ont changé, largement parce qu'il a été compris que la croissance économique seule n'aura pas nécessairement un impact positif sur les populations pauvres. Pour générer les transformations économiques requises, la participation du secteur privé devra donc se faire selon un mode d'opération spécifique. Ainsi, les entreprises privées sont de plus en plus tenues de respecter les principes de gouvernance environnementale, sociale et entrepreneuriale qui mettent l'accent sur les pratiques commerciales conformes au développement durable et l'adhésion aux normes de l'emploi. Le secteur privé et les groupes économiquement désavantagés ne pourront profiter mutuellement des activités de consommation, d'emploi et d'entreprenariat qu'avec l'adoption de ces normes et pratiques. Sans une bonne gouvernance, des marchés équitables, les agriculteurs pauvres ont peu de chances de gagner des revenus décents et de s'assurer un régime alimentaire équilibré, pour eux-mêmes et leurs familles. Les secteurs non agricoles ressentent les effets négatifs d'une agriculture peu performante ou en déclin. On se rappelle que des gains significatifs de

productivité agricole ont été à l'origine du développement économique de nombreux pays.

Les recommandations majeures, pour un développement industriel sont :

- Améliorer l'environnement des affaires ;
- Promouvoir les investissements locales, privés et étrangers ;
- Stimuler le développement des entreprises locales ;
- Renforcer l'intégration du pays sur le marché mondial et régional.

Il faut lancer un programme d'industrialisation avec des actions coordonnées et volontaires dans le secteur agro-alimentaire. Relancer l'industrie agro-alimentaire de la région Sud Est de Madagascar : augmenter la productivité, promouvoir la diversification et la transformation des produits agricoles, atteindre les normes internationales de qualité pour développer les exportations agro-industriels, renforcer la collaboration avec les partenaires techniques et financiers, assurer la bonne gouvernance dans le secteur agro-alimentaire, inciter la population malgache à consommer les produits agro-alimentaires locaux avec :

- La mise en place d'un dispositif efficace de préservation du marché intérieur par l'application effective du cadre réglementaire national, le renforcement du système de normalisation et de l'accréditation malgache ;
- L'élaboration d'une réglementation spécifique pour l'importation, le transport et la fabrication de produits alimentaires ;
- L'édition d'un guide de l'exportateur pour les marchés régionaux ;
- Une action décisive sur les équipements industriels.

Il faut avoir un plan spécifique pour le secteur agro-alimentaire, plan qui ne suit pas bêtement celle des autres, mais qui correspond aux besoins de la population et aux matières premières qui existent dans la région. Il faut mobiliser les connaissances, les compétences, les informations et les techniques nécessaires pour promouvoir une économie compétitive grâce à des changements et des réformes structurelles, un emploi productif pour lutter contre le chômage et alléger la pauvreté, un environnement plus propre pour atténuer les incidences néfastes de la pollution industrielle. On doit avoir une politique agricole bien spécifiée. Cette politique agricole se situe en premier

lieu dans les divers secteurs d'action qu'il convient de considérer lors de la définition et de la mise en œuvre d'une politique alimentaire. Par « politique agricole », on désigne un ensemble de dispositions qui englobent, entre autres, la politique de la production et des prix, la politique des structures, la politique de recherche et d'enseignement agricole et la politique de commercialisation. Quant aux mesures étroitement liées à la politique agricole, et que l'on peut envisager dans le même cadre, ce sont la politique de développement rural, la politique de l'environnement, la politique fiscale, les dispositions en matière de succession, les systèmes de crédit en faveur des agriculteurs ainsi que la législation relative à la main d'œuvre agricole. Dans le secteur agricole, les objectifs visés sont souvent nombreux et diversifiés, mais on doit toujours recouvrir les objectifs suivants :

- 1- Assurer un approvisionnement en produits agricoles et alimentaires suffisants et stables pour la sécurité alimentaire ;
- 2- Améliorer la productivité et l'efficacité de la production ainsi que de la commercialisation des denrées agricoles ;
- 3- Appuyer les opportunités économiques et l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural avec la protection et la sécurité de l'approvisionnement agricole et agro-alimentaire ;
- 4- Protéger et améliorer : l'alimentation et la santé, les ressources naturelles et l'environnement ;
- 5- Assurer aux agriculteurs des revenus suffisants comparables à ceux perçus dans les autres secteurs ;
- 6- Maintenir un équilibre suffisant entre villes et régions et protéger la campagne ;
- 7- Contribuer à atteindre les objectifs macroéconomiques relatifs à la croissance économique, à la balance des paiements, à l'inflation et à l'emploi.

Les politiques de la production et des prix sont des aspects essentiels de la politique agricole en rapport avec les objectifs énumérés plus haut. La politique structurelle concerne la taille et les caractéristiques physiques des exploitations agricoles ; elle porte notamment sur le redéploiement des ressources de façon à améliorer la productivité et l'efficacité. Elle privilégie les segments du secteur agricole qui sont les plus vulnérables face à la concurrence et sur lesquels

l'effort d'ajustement pèse plus lourdement. Il faut donc recourir à divers mesures d'incitations pour orienter et faciliter l'ajustement des ressources en fonction des objectifs définis¹⁴.

Selon le MAP le développement rural se réalisera par 6 défis principaux :

- Sécuriser la propriété foncier ;
- Améliorer l'accès aux financements rural ;
- Lancer une révolution verte durable ;
- Promouvoir les activités orientés vers le marché, aussi bien intérieur qu'extérieur ;
- Diversifier les activités agricoles ;
- Accroître la valeur ajoutée agricole et promouvoir l'agro-business.

III.2.2.Mises en œuvres opérationnelles

Les ingénieurs agronomiques doivent être des consultants : ils doivent donner les conseils, enseigner les techniques et laisser les paysans libres de choisir ce qu'ils voulaient tester et faire. Mais, il est important qu'au moins deux ou trois paysans dans chaque village conduisent l'expérience après la formation, et il est essentiel de former les paysans pour qu'ils deviennent des exploitants-relais, ainsi, on peut s'appuyer sur eux et ils peuvent partager leurs savoirs faire avec leurs entourage. Pour renforcer l'action des exploitants-relais par exemple, on peut former un réseau au niveau régional, créer une coopération entre les exploitants-relais et les autorités agricoles des districts.

Avoir une politique de recherche agronomique et d'enseignement agricole qui vise à améliorer la productivité et l'efficacité de l'agriculture, et à long terme, elle comporte la possibilité d'influencer très profondément l'orientation de la production et des structures. La politique de commercialisation vise à améliorer la qualité des produits agricoles offerts sur le marché et les circuits commerciaux qu'utilisent les agriculteurs : cela implique pour partie un travail d'information et pour partie la création des

¹⁴ Madagascar Industrial Competitiveness Plan, Phase 1 (2009-2012), MECI, p20

sociétés d'achat, conseils de commercialisation, et coopératives, notamment. Diverses autres politiques visent à définir les conditions et le contexte dans lesquels se déroule l'activité agricole ou à accorder des avantages financiers supplémentaires aux agriculteurs en les faisant bénéficier d'imposition ou de taux de crédit différents.

Afin d'être en prise sur les vrais problèmes, les systèmes de recherche doivent établir des liens plus étroits avec les producteurs. Cela doit se faire naturellement dans le cadre du processus de développement de l'agriculture dans les plantations agro-industrielles, où les producteurs sont en mesure d'exprimer leurs préoccupations et leurs besoins : des commandes précises qui pourraient être passées au système de recherche, qui doit fournir des solutions techniques requises par les types d'agriculture. Le défi posé par la recherche des solutions pour l'agriculture paysanne consiste à trouver des moyens d'intégrer les paysans dans le processus de recherche. Ce qui implique d'accroître l'accès à la formation et à l'information des producteurs organisés et qui suppose pour la recherche la volonté d'établir de nouveaux partenariats et d'imaginer de nouveaux dispositifs institution.

Favoriser l'approvisionnement régulier et en quantités suffisantes des utilisateurs actuels de matière première par la création ou renforcement des entreprises artisanales de petite taille en milieu rural, afin d'assurer la viabilité de l'entreprise industrielle ; améliorer la qualité des produits artisanal et industriel, mieux connaître les besoins actuels mal satisfaits et les besoins potentiels, développer les collaborations de travail entre chercheurs et industriels pour améliorer la connaissance des besoins.

CONCLUSION

Actuellement le secteur industriel de fabrication de denrées alimentaires est important. Les technologies, la distribution, les informations tiennent une grande place dans l'industrie agro-alimentaire. La fabrication des denrées alimentaires était le fait des artisans pour le passage du produit brut à un produit directement consommable ou transformable. Tous les agents économiques servent leurs intérêts propres et sous certaines conditions de perfection, leurs comportements créent un état d'équilibre.

À Madagascar, les produits échangés s'agissent souvent des produits bruts ayant des qualités diversifiés. Ainsi, il y a des rapports sociaux d'échange de proximité social. Les hommes représentent les forces de travail. Pour Madagascar, avoir beaucoup de population active est bénéfique parce que les industries du pays demandent beaucoup de main d'œuvre. Chaque pays est doté de facteurs avantageux et il devrait d'abord commencer par se concentrer sur la production à partir de ses facteurs. Pour la région Sud Est de Madagascar, la production doit être plus compétitive en termes de prix et de qualité. Les agriculteurs doivent améliorer et augmenter leur production en utilisant des techniques modernes. Étant donné que la région Sud Est de Madagascar est riche en matière première susceptible d'être exploitée, la création des industries spécialisées dans la transformation de ses matières premières serait un atout. La réduction des risques conduit naturellement à la recherche des formes de coordination entre offreurs, transformateurs, commerçants, et transporteurs.

Pour développer l'industrie agro-alimentaire dans la région Sud Est de Madagascar, le recours à des experts en matière de développement et d'industrialisation est souhaitable. Il faut aussi faire une bonne analyse historique pour ne pas compromettre les efforts dans tous les domaines. L'analyse des comportements de tous les agents et les contrats est indispensable pour les formes modernes de filières. Donner un accès à l'information et la représentation d'intérêt face à d'autres acteurs sont indispensables. Pour le cas de Madagascar et surtout dans la région Sud Est, il

faut lancer un programme d'industrialisation avec des actions coordonnées volontaires dans le secteur agronomique. Il faut avoir un plan spécifique pour le secteur agro-alimentaire. Tous les acteurs économiques de l'industrie agroalimentaire doivent participer au développement de la région.

Il faut avoir une meilleure politique de recherche agronomique et d'enseignement agricole qui vise à améliorer la productivité et l'efficacité de l'agriculture. Afin d'être en prise sur les vrais problèmes, les systèmes de recherche doivent établir des liens plus étroits avec les producteurs. Et enfin, on peut dire que la création d'industries agro-alimentaires dans la région Sud Est de Madagascar représente une grande opportunité pour la nation.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- ✓ Blein R. « *Les brochettes, viandes grillées sont propices à l'usage du pain* », in, Cadre de politiques agricoles pour l'Afrique de l'Ouest. ECOWAP.
- ✓ Bautista, R.M. & Thomas, M « *Agricultural growth linkages in Zimbabwe: income and equity effects* ». 1998, TMD Discussion Paper No. 31. IMF Washington, D.C.
- ✓ Binswanger, H. « *The evolution of agriculture's role in economic development: the case of sub Saharan Africa* ». 2001, Paper presented at the Conference on Agricultural and Environmental Statistical Applications (CEASAR), 5-7 June 2001. FAO Rome.
- ✓ Ellis, F. & Harris, N. « *New thinking about urban and rural development. Keynote Paper for DFID Sustainable Development Retreat* », 2004, University of Surrey, Guildford 13 July 2004.
- ✓ Eymard-Duvernay (F.) « *La négociation de la qualité* ». 1993Economie Rurale, n° 217, sept.-oct, p17.
- ✓ Fafchamps, M., Teal, F. & Toye, J., « *Towards a growth strategy for Africa. Centre for the Study of African Economies* », 2001, University of Oxford REP/2001-06. UK.
- ✓ Kydd, J., Dorward, A. Morrison, J. & Cadisch, G. « *Agricultural development and pro-poor economic growth in sub-Saharan Africa: potential and policy* ». ADU Working Paper 2002.p4
- ✓ Mellor, J.W. 1976. « *The new economic growth* ». Ithaca, Cornell University Press.
- ✓ Nicolas F. et Valceschini E. « *Agro-alimentaire et qualité. Questions aux sciences sociales* », 1993, Economie Rurale, n° 217, sept.-oct, p11.

RAPPORTS

Direction général du plan, « *Etude de la filière industrie agro-alimentaire* », SERDF Tome 3, Antananarivo, déc 1985, P 13.

Direction générale de l'économie, « *Rapport économique et financier de Madagascar* », 2001 à 2007, MEFB.

Direction générale de l'économie, « *Rapport économique et financier de Madagascar* », 2007 à 2010, MEI.

Expansion Madagascar, *Le magazine du syndicat des industries de Madagascar*, janv-fevrier 2012.

MEFB, « *Rapport de l'enquête sur des entreprises à Madagascar* », INSTAT, 2005.

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, « *les industries agro-alimentaires* » la documentation Française, Paris, 1993.

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE	i
REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DE FIGURES	iii
LISTE DES ABREVIATIONS	iv
INTRODUCTION	1
I. MATÉRIELS ET MÉTHODES	4
I.1. Matériels	4
I.1.1. Les supports de travail	4
a. Les données primaires	4
b. Les données secondaires	4
c. Procédure	4
I.1.2. Les données collectées	6
a. Les données primaires	6
b. Fiabilité des données primaires	6
c. Les données secondaires	7
d. Fiabilité des données secondaires	8
I.1.3. Les types de questionnaires utilisés	9
I.2. Méthodes	10
I.2.1. Les méthodes de collecte de données mises en œuvre	10
a. Observation	10
b. Documentation	10
c. Webographie	11
d. L'échantillonnage	11
I.2.2. Traitement des données	12
a. Réduction de biais	12
b. Recouplements	12
c. Analyses des contenus	13
I.2.3. Approches et outils théoriques portant sur le thème à traiter	13
I.3. Étude sectorielle	15
I.3.1. État de lieu du Secteur agro-alimentaire	15

I.3.2.Les opportunités de l'industrie agro-alimentaire	15
a. Le domaine de l'industrie agro-alimentaire	15
b. Les Sources de l'industrie agro-alimentaire	16
II. PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX RÉSULTATS	17
II.1.Énumération des différentes propositions des théoriciens en ce qui concerne l'importance de l'industrie agro-alimentaire pour le développement	17
II.1.1.Développement agricole et rural	17
II.1.2.Concept d'industrie agro-alimentaire	22
II.1.3.Les concepts "qualité" de l'agro-alimentaire	23
II.1.4.La standardisation et commercialisation des produits agro-alimentaire	26
II.2.Les différentes propositions pour que l'industrie agro-alimentaire contribue au développement de la partie Sud Est de Madagascar	28
II.2.1.Le soutien aux groupements de producteurs et L'appui à l'émergence d'un tissu d'industrie agro-alimentaire	28
II.2.2.Améliorer les structures de production	29
II.2.3.Une mise en œuvre opérationnelle	31
II.3.Suggestion de politiques et stratégies pour la promotion de l'industrie agro-alimentaire dans la région Sud Est de Madagascar	33
II.3.1.Organisation des producteurs	34
II.3.2.Stratégie d'exportation agro-alimentaire	35
II.3.3.De nouvelles valorisations des produits agricoles et agro-alimentaires	36
III. DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS	39
III.1.Discussions	39
III.1.1.Discussions par rapport au développement agricole	39
III.1.2.Discussions par rapport aux analyses historiques	40
III.1.3.Discussions sur l'acquisition et amélioration de compétence et de savoir faire	40
III.1.4.Discussions sur les prix et la qualité des produits agro-alimentaires	41
III.2.Recommandations	44
III.2.1.Recommandations sur le thème	44
III.2.2.Mises en œuvres opérationnelles	47
CONCLUSION	49
BIBLIOGRAPHIE	I
TABLE DES MATIÈRES	III

Nom : Mademoiselle MIADA

Prénoms : Notahinjanahary Irma

Titre : Analyse de la contribution de l'industrie agro-alimentaire au développement du Sud Est de Madagascar

Nombre de page : 61

Nombre de tableaux : 4

Nombre de Graphes : 1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Pour que la croissance déclenche immédiatement une réduction de la pauvreté, celle-ci doit être structurée de manière à orienter une part disproportionnée des ressources vers : les secteurs où travaillent les pauvres, les régions où ils vivent, les facteurs de production qu'ils possèdent et les produits qu'ils consomment. Dans les Pays en Développement comme Madagascar, l'agriculture ainsi que les questions liées à l'alimentation sont éminemment et profondément économique voire même sociale et environnementale.

Pourquoi un milieu rural malgache doté de ressources exploitables en matière d'agro-alimentaire se trouve en état d'insuffisance alimentaire ? L'industrie agro-alimentaire est un besoin fondamental pour le pays. Le développement agricole peut engendrer des effets multiplicateurs en favorisant la croissance et la création d'opportunité. Dans le contexte économique de saturation de marché agricole et agro-alimentaire, la qualité devient un élément essentiel de la stratégie des entreprises. Pour que l'industrie agro-alimentaire contribue au développement de la partie Sud Est de Madagascar, il faut soutenir les groupements de producteur, améliorer les structures de production.

Mots clés : productivité, convention, standardisation.

Encadreur de mémoire : Docteur Rakoto David Olivaniaina

Adresse de l'auteur : Lot It 69 Bis K Itaosy